

La RDC passe avec succès la 3^{ème} revue de l'accord conclu avec le FMI au titre de la Facilité élargie de crédit

P. 5

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 675 du vendredi 23 au dimanche 25 décembre 2022 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670

E-mail : kuediasala@gmail.com

www.econewsrdc.com

L'info qui fait échos

L'ONU et la RDC

Révélation sur le deal Chine-Russie et USA-Grande-Bretagne

P. 2

M. Katumbi, candidat président de la République :
« Avec moi, un autre Congo est possible »

Pour la présidentielle du 20 décembre 2023, Ensemble pour la République, réuni en Congrès à Lubumbashi, a décidé de soutenir la candidature de son président, Moïse Katumbi Chapwe. Le contraire aurait étonné. Car, quelques jours plutôt sur les antennes de France 24 et RFI, Katumbi s'était déjà déclaré candidat à la présidentielle, en attendant l'avis favorable du Congrès de son parti, Ensemble pour la République. Candidature en poche, Katumbi doit cependant composer avec un parti en pleine déconfiture. Son départ de l'Union sacrée de la nation a créé la panique au sein de son parti, le divisant finalement en deux camps.

P. 4



PARLONS-EN

Aux armes, citoyens !

ECONEWS

La date du 20 décembre 2022 restera marquée d'une pierre blanche dans l'histoire de la République Démocratique du Congo. Et pour cause. Ce jour en effet, le Conseil de sécurité des Nations Unies a levé la mesure de notification préalable des achats d'armes par le gouvernement congolais.

Odieux appendice de l'embargo sur les armes infligé au pays depuis plus de trois décennies, le dispositif était au centre d'une diplomatie offensive de Kinshasa, ravivée depuis l'occupation de la cité de Bunagana au Nord-Kivu à la...

(Lire en page 2)

Après le vote favorable du Conseil de sécurité

Patrick Muyaya sur RFI : « Aujourd'hui, ce que nous attendons, c'est le retrait du M23 »

P. 3

Cap sur les élections du 20 décembre 2023 : Tshisekedi s'enrôle ce samedi à Mbandaka

P. 12

L'ONU et la RDC

Révélation sur le deal Chine-Russie et USA-Grande-Bretagne

Contre toute attente, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de lever, le mardi 20 décembre 2022, la mesure de notification préalable sur tout achat d'armes et matériels militaires imposée, depuis une dizaine d'années, à la République Démocratique du Congo. A Kinshasa, on a tous applaudi, saluant le dynamisme de la diplomatie agissante du Président de la République et du Gouvernement Sama Lukonde. Mais, la réalité est plutôt ailleurs. Econews est parvenu à reconstituer les éléments du puzzle. En effet, on est en mesure de dire que les « Grands » de ce monde se sont mis d'accord, loin des regards indiscrets de Kinshasa, sur la gestion du dossier RDC. La valse de condamnations du soutien du Rwanda aux terroristes de M23 n'est pas non plus le fait d'une génération spontanée. C'est plutôt la conséquence d'un changement de camp de la politi-

Les tractations autour de la levée de la mesure de notification et toutes les restrictions sur les importations des armes par la République Démocratique du Congo ont mis face-à-face la Chine et la Russie, d'un côté, et de l'autre le duo États-Unis et la Grande-Bretagne de l'autre. Ces quatre membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ont eu des chaudes discussions sur le sujet. La France, la cinquième qui tenait le clavier de la rédaction de la résolution du Conseil de sécurité, avait joué en amont un rôle déterminant. Dans les coulisses du Conseil de sécurité de l'ONU, les tractations ont alterné avec des marchandages les plus incroyables.

Londres et Washington ont dû se plier à l'exigence de Pékin et Moscou d'exercer leur droit de veto sur le vote sur le renouvellement du mandat de la Monusco. Les deux dernières capitales n'ont

pas compris que les USA et la Grande-Bretagne fassent du mandat de la Monusco une priorité, alors que la RDC a besoin de renforcer son armée afin de défendre son territoire et surtout de faire face à des groupes armés dotés en armes en provenance du Rwanda. Ce pays voisin de la RDC est soutenu militairement par Washington et Londres. Il y a quelques jours, c'est l'Union européenne qui a apporté un soutien financier à l'armée rwandaise qui agresse la RDC.

Pékin et Moscou ont donc obtenu que la mesure soit levée, concédant d'accepter la prolongation du mandat de la Monusco jusqu'à fin 2023. Le même jour donc, au cours de la même séance du Conseil de sécurité, la mesure de notification est tombée.

PARIS À LA MANŒUVRE

Pourtant, la proposition avait été recalée il y a quelques mois. Voilà que la France, qui ré-

que extérieure de ces « Grands ». On se rappelle que c'est à l'unanimité que le Conseil de sécurité des Nations Unies a levé la mesure de notification, fait rarissime dans les annales des Nations Unies. Aucun membre permanent du Conseil de sécurité, en l'occurrence la France, les États-Unis, la Russie, la Chine et la Grande-Bretagne, n'a posé son droit de vote. Tous ont mis de côté, pour un temps, leurs divergences. Lorsqu'il s'est agi de parler RDC, les blocs Chine-Russie et USA-Grande-Bretagne se sont fait des concessions mutuelles pour faire avancer le dossier, sous l'œil vigilant de la France, porteur de la résolution au Conseil de sécurité. Autrement dit, le dossier RDC a dépassé les divergences, obligeant la communauté internationale à taire ses divergences. Que gagne alors la RDC ? Mystère !

ECONEWS

dige toutes les résolutions sur la situation en RDC, a remis la question sur la table des discussions. Le coup de pouce de deux capitales, en l'occurrence Washington et Londres, opposées aux soutiens de Kigali, a facilité la tâche de la France. D'ailleurs, il ne fallait pas plus pour que cette solution soit d'application.

L'injustice était tellement flagrante ! Toutes les consciences étaient chargées, même s'il demeure encore des soucis sur les armes légères importées par la RDC.

Aussi curieux que cela puisse paraître, c'est étonnant de constater que certaines armes atterrirent entre les mains des groupes armés. Ce qui a toujours justifié les réticences de Londres et Washington dans leur prise de position sur le sujet. Il est maintenant clair pour le peuple congolais que cette résolution a fait l'objet de marchandages jusqu'à la dernière minute.

Il y a des concessions qui ont été apportées de part et

d'autre, particulièrement dans le cercle restreint de cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La dernière visite aux États-Unis du président français, Emmanuel Macron, a permis d'arrondir les angles, tout en donnant des garanties aux uns et aux autres. Dans ce deal, conclu loin de la RDC, tous, Américains, Britanniques, Chinois, Français et Russes, se retrouvent. Un cas de figure qui nous rappelle la Conférence de Berlin de 1885.

Quelle sera alors la part de la RDC ? Kinshasa va-t-il trouver dans ce « gentleman's agreement » conclu entre les « Grands » ?

Autant de zones d'ombre qui laisse planer l'incertitude sur la levée de la mesure de notification sur l'achat d'armes. A Kinshasa, il serait donc prématuré de jubiler ou de crier victoire. Le plus dur est à venir. Car, c'est loin de Kinshasa, sans prendre en compte ses intérêts, que tout a été conclu.

Monusco : encore une année de plus sur le sol congolais

Le Conseil renouvelé, le 20 décembre 2022, pour un an le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) et supprimé l'obligation de notification prévue par le régime de sanctions applicables en République Démocratique du Congo (RDC) s'agissant de l'envoi d'armes et de matériel militaire.

Par la résolution 2666 (2022), adoptée à l'unanimité de ses 15 membres, le Conseil a décidé de proroger d'un an, jusqu'au 20 décembre 2023, le mandat de la Mission, rappelant que sa priorité « est accordée à la protection des populations civiles » menacées de violences physiques, une « protection efficace, rapide, dynamique et intégrée » qui doit être assurée par « toutes les mesures nécessaires ».

Plus spécifiquement, la Monusco doit prévenir, dissuader et empêcher les groupes armés et les milices locales de se livrer à des vio-

lences contre la population et mener des offensives « ciblées et énergiques » en vue de les neutraliser. Elle devra maintenir un déploiement préventif et une présence « mobile, flexible, robuste et efficace », notamment en organisant des patrouilles actives, « pédestres et motorisées », en particulier dans les zones à haut risque.

Un autre volet important du mandat est la protection des droits humains. La Mission devra ainsi offrir ses bons offices, ses conseils et son appui au gouvernement congolais en vue de promouvoir les droits, en particulier civils et politiques, et de lutter contre l'impunité. Elle doit aussi aider les autorités congolaises à enquêter sur tous les auteurs présumés de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Les délégations, à l'instar des États-Unis et de la Norvège, se sont félicitées de l'accent mis par le mandat de la Monusco sur la protection des civils et la promotion des droits

humains. Le mandat robuste de la Mission lui permettra de gagner la confiance de la population, a souhaité le délégué du Kenya. De son côté, la Fédération de Russie a estimé que la surveillance des droits humains ne doit pas détourner la Mission des tâches urgentes de maintien de la paix et de la sécurité dans le pays.

En adoptant également à l'unanimité la résolution 2667 (2022), le Conseil de sécurité a décidé de lever l'obligation de notification préalable prévue par le régime de sanctions applicables en RDC. Jusqu'à présent, tous les États membres devaient notifier au « Comité 1533 », chargé de surveiller la mise en œuvre des mesures de sanctions, « tout envoi d'armes ou de matériel connexe » dans le pays et « toute fourniture d'assistance ou de services de conseil ou de formation ayant un rapport avec la conduite d'activités militaires dans le pays ».

La levée aujourd'hui de l'obligation de notification préalable a été saluée par plusieurs délégations, dont le Gabon, pour qui

cette décision permettra de supprimer les entraves à la capacité de riposte de la RDC face aux groupes armés qui n'ont aucune contrainte et ne respectent aucun embargo, s'est félicité le Gabon, pour qui ce Conseil a fini par comprendre que restreindre la marge de manœuvre d'un gouvernement démocratiquement élu, qui fait face à des défis sécuritaires de grande ampleur, n'est pas une bonne chose.

Une décision également saluée par la Russie, la Chine et le Ghana, ce dernier pays ayant estimé que le gouvernement congolais doit pouvoir s'acquitter de ses lourdes responsabilités. S'il a estimé que la levée de l'obligation de notification sera de nature à aider le gouvernement congolais à rétablir l'autorité de l'État dans l'est du pays pour y mettre fin au cycle de violence, le Royaume-Uni a également encouragé la RDC à réformer le secteur de la sécurité afin de se doter de forces « responsables et professionnelles ».

AVEC PRESSE DES NATIONS UNIES

PARLONS-EN

Aux armes, citoyens !

(Suite de la Une)

mi-juin 2022 par le M23 et aux offensives ultérieures du « mouvement rebelle », paravent parfait de l'armée rwandaise.

Mais, c'est le massacre de plus de 150 civils dans la bourgade de Kishishe qui a marqué un tournant décisif dans le déroulement du conflit, entraînant deux faits significatifs et irrévocables.

Il y a d'abord le réveil tardif des puissances occidentales, alliées traditionnelles du gouvernement rwandais. De Paris à New York en passant par Bruxelles et Berlin, les condamnations pleuvent sur Kigali sommé de mettre fin à son soutien au M23. Jusqu'à cette levée de l'obligation de notification, entraînant un affaiblissement de Kigali, forcé de s'aligner sur les processus de pacification toujours valides dans les schémas de Luanda et de Nairobi.

Il va de soi qu'à Kinshasa, la résolution des Nations-Unies est une réelle bouffée d'oxygène. Dans les rues, on entend un discours du genre : Paul Kagame n'a qu'à bien se tenir ! Tous à Kigali et pas de quartier ! Le gouvernement de Kinshasa peut se réjouir à juste titre de cette victoire diplomatique sans précédent. Et personne ne lui jetterait la pierre.

Mais le temps des flonflons passé, il faut avoir les pieds sur terre et considérer froidement la question à l'aune de l'avenir proche. Surtout considérer que la levée de la mesure de notification laisse libre cours aux fournisseurs d'armes de dicter leurs conditions au niveau bilatéral. Et c'est ici que des pressions sont inévitables, de la part des alliés du régime rwandais qui privilégient une solution négociée à la crise.

Pas question donc pour Londres, Paris ou Washington de fournir des moyens militaires à Kinshasa qui lui permettraient d'effacer une fois pour toutes les velléités hégémoniques du Rwanda.

Un atout que Kigali garde dans sa manche, agitant son précieux fonds de commerce qu'est le génocide du peuple tutsi. A Kinshasa de repenser de nouvelles stratégies pour des victoires futures.

Après le vote favorable du Conseil de sécurité des Nations Unies

Patrick Muyaya sur RFI : « Aujourd'hui, ce que nous attendons, c'est le retrait du M23 »

Dans un communiqué diffusé lundi, la France « condamne » le soutien que le Rwanda apporte aux rebelles du M23 dans l'Est de la République Démocratique du Congo. La Belgique, l'Allemagne et l'Espagne lui ont emboîté le pas. Bien avant, c'est Washington qui avait exprimé, dans des termes clairs, sa désapprobation au soutien que le Rwanda apporte aux terroristes de M23. Pour la RDC, c'est un succès diplomatique, du reste couronné au Conseil de sécurité des Nations Unies par la levée de la notification pour tout achat en faveur de la RDC. Mais le Président Félix Tshisekedi veut encore pousser son avantage. Patrick Muyaya, ministre congolais de la Commu-

nication et des Médias et porte-parole du Gouvernement, était l'invité mercredi de RFI. Objectif : clarifier la position de Kinshasa.

Patrick Muyaya, quelle est votre réaction à la décision de la France de condamner formellement le soutien du Rwanda aux rebelles du M23 ? « Nous saluons évidemment cette décision de la France. Nous aurions voulu que cela arrive plus tôt. Cela aurait peut-être permis d'éviter certaines situations malheureuses sur le terrain, mais maintenant nous espérons que la France ira plus loin, pour que finalement le Rwanda respecte sa part de responsabilité pour le retour de la paix dans cette partie de la République Démocratique du Congo », a déclaré le ministre.

Vous auriez aimé que cela arrive plus tôt. Depuis l'accord entre Emmanuel Macron et Paul Kagame en 2018 pour la désignation de la ministre rwandaise Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie, il y avait, c'est vrai, une vraie complicité franco-rwandaise. Est-ce que le communiqué français de ce 19 décembre est un tournant pour vous ?

Peut-être que la France, qui était aussi dans une forme de médiation entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, ne pouvait pas, diplomatiquement, prendre une décision aussi ouverte. Mais je crois que le fait que la France le dise publiquement aujourd'hui doit entraîner forcément des conséquences, à commencer par le retrait du M23 de tous les territoires occupés en République Démocratique du Congo. Il est établi que le Rwanda est un pays qui agresse la République Démocratique du Congo. Cela devrait être aussi pris en compte dans les relations franco-rwandaïses.

Alors par ailleurs, mardi à l'ONU, le Conseil de sécurité vient de lever tous les obstacles administratifs à la vente d'armes à votre pays, notamment cette obligation pour les vendeurs d'armes de s'identifier auprès des Nations-Unies. Quelle est votre réaction ?

Pour nous, c'est une injustice réparée, c'est une bataille gagnée, parce que ces régimes de notification paraissaient, à nos yeux, aux yeux des Congolais, comme un mécanisme qui ne pouvait pas nous permettre d'avoir tous les moyens pour assurer la défense de notre territoire. Et donc nous considérons que c'est un pas significatif, qui nous permettra de défendre notre territoire, principalement dans sa partie Est.

Est-ce que vous sentez, depuis quelques jours, un déclic international en votre faveur ?

Evidemment, ce déclic

aurait pu arriver plus tôt, parce que, comme vous le savez, nous avons sorti, publié un livre blanc qui répertorie tous les crimes commis en République Démocratique du Congo, et tous les services de sécurité étrangers étaient au courant, notamment, vous avez suivi les rapports du groupe d'experts qui a fuité il y a quelques mois. Ça veut dire que tout le monde savait que le mal se produisait dans l'Est, mais que personne n'en parlait. Donc aujourd'hui, que tout le monde en parle publiquement, ça nous réjouit. La prochaine étape pour nous en tout cas : condamnation, sanction, justice, réparation. Parce que nous pensons, cette fois-ci, que la composante judiciaire est une garantie qui pourra nous permettre de ne plus voir se répéter ces cycles de violences dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

Voilà six mois, Monsieur le ministre, que le M23 opère sur votre territoire. Ce n'est que maintenant, en effet, que la communauté internationale commence à se mobiliser. Mais pourquoi tant de passivité, est-ce qu'il y a des causes externes à la sous-région ?

Écoutez, comme on dit, mieux vaut tard que jamais. Nous espérons que, cette fois-ci, au-delà des mots, il y a des actes qui seront posés pour mettre plus de pression sur le Rwanda pour que la paix puisse revenir dans cette partie du pays. C'est cela le plus important.

Est-ce que la guerre en Ukraine n'a pas occulté la guerre au Congo ?

Sans doute, mais la situation en République Démocratique du Congo, elle est même comme un conflit oublié. Au-delà du nombre de morts, qui rivalise aujourd'hui avec le nombre de morts de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, notre plaidoyer consiste simplement à ce que les populations congolaises qui sont victimes, vous avez suivi



Patrick Muyaya, porte-parole du Gouvernement (Photo d'archives)

le massacre de Kishishe, de ces horreurs, méritent aussi la solidarité de la communauté internationale. Toutes, que ce soient les Ukrainiens ou les Congolais, toutes sont des vies humaines, qui méritent une compassion, qui méritent une action plus grande pour être sûr que les populations déplacées rejoignent leurs familles, et pour éviter tout risque d'épidémie et autres conséquences désastreuses.

À Luanda au mois de juillet, à New York au mois de septembre, le président Tshisekedi a accepté de serrer la main du président Kagame devant les photographes, et ce n'est que le mois dernier, au sommet de la Francophonie, à Djerba, que les autorités congolaises ont dit stop, fini les photos avec le président rwandais. Est-ce que vous-même, gouvernement congolais, vous n'avez pas manqué d'un peu de fermeté ces derniers mois ?

Écoutez, il faut regarder le président Tshisekedi depuis son arrivée à la tête de la République Démocratique du Congo, il avait fait le choix clair de construire la paix. Nous n'avons pas oublié le passé, qui est pourtant difficile avec les pays limitrophes, mais on a pensé qu'on pouvait ouvrir un chapitre nouveau. Vous avez vu l'éruption du Nyiragongo en mai 2021 nous rappeler que nous sommes voisins et que nous de-

vous continuer à collaborer. Mais l'attitude du président Kagame aujourd'hui ne nous permet plus d'entretenir le même rapport, parce qu'on ne peut pas s'imaginer une telle insensibilité face à un tel torrent de pleurs, de violences commises sur des populations innocentes. Je reviens encore sur le massacre de Kishishe qui a été commis dans des conditions horribles. Je ne pense pas que nous pourrions continuer à nous serrer la main lorsque nous avons en face de nous quelqu'un qui ne veut pas que vous puissiez vivre en paix finalement, y compris avec les voisins rwandais.

Vous parlez du massacre de Kishishe. Fin novembre à Kishishe, dans cette localité du Nord-Kivu, les rebelles du M23 sont accusés d'avoir massacré au moins 131 civils. Est-ce que c'est cela, le déclic, sur la scène internationale ?

Ça serait dommage que le déclic vienne après un tel massacre horrible, et pourtant, il y a des signaux d'alerte qui ont déjà été donnés. Mais comme dit tout à l'heure : à quelque chose, malheur est bon. Nous, aujourd'hui ce que nous voulons, c'est la justice pour les âmes qui ont été perdues. Nous voulons que les enquêteurs puissent avoir accès à Kishishe, pour savoir véritablement ce qu'il s'est passé. Nous voulons travailler pour donner des sépultures à ces compatriotes qui ont perdu la vie injustement dans

l'Est de la République Démocratique du Congo.

Alors, le M23 commet des crimes, dans votre pays, mais les FDLR également. Le président Kagame n'a-t-il pas raison de souligner que la présence de ces Hutu rwandais FDLR sur votre territoire reste une vraie menace pour le Rwanda ?

Écoutez, il est évident que les FDLR constituent d'abord un problème de sécurité pour nos compatriotes. Les FDLR tuent des Congolais, rançonnent des Congolais. Deuxièmement, les forces négatives, toutes, doivent être éradiquées. Les FDLR, ce sont des forces étrangères, qui doivent être éradiquées. Je dois rappeler que, dans le livre blanc que nous avons publié, nous sommes revenus sur toutes les fois où nous les avons combattus. Aujourd'hui, il existe des résidus des forces FDLR que nous devons tous combattre, mais cela ne devrait justifier en rien l'attitude naturellement belliqueuse du Rwanda qui va aujourd'hui commettre des massacres sous prétexte de combattre les FDLR. Les motivations sont économiques, nous le savons. Il n'y a aucune raison qui justifie l'attitude belliqueuse du président Kagame dès lors qu'à Nairobi, nous avons convenu d'un schéma qui devait permettre de combattre nos groupes armés à la fois locaux et étrangers, y compris les FDLR.

Alors, on l'a dit : depuis ce lundi, la France condamne le soutien rwandais au M23, mais elle affirme en même temps vouloir parler à tout le monde, y compris avec le Rwanda, pour trouver une solution. « On ne bâtit pas une paix durable sans le Rwanda », précise à Kinshasa la secrétaire d'État française Chryssoula Zacharopoulou, qui est en visite dans votre pays. Est-ce que vous êtes d'accord avec elle ?

Evidemment, nous sommes d'accord. Parce que, quoi-

(Suite à la page 4)

Moïse Katumbi, candidat président de la République : «Avec moi, un autre Congo est possible»

Pour la présidentielle du 20 décembre 2023, Ensemble pour la République, réuni en Congrès à Lubumbashi, a décidé de soutenir la candidature de son président étonné, Moïse Katumbi Chapwe. Le contraire aurait été étonnant. Car, quelques jours plutôt sur les antennes de France 24 et RFI, Katumbi s'était déjà déclaré candidat à la présidentielle, en attendant l'avis favorable du Congrès de son parti, Ensemble pour la République. Candidature en poche, Katumbi doit cependant composer avec un parti en pleine déconfiture. Son départ de l'Union sacrée de la nation a créé la panique au sein de son parti, le divisant finalement en deux camps. Quoi qu'il en soit, investi candidat président de la République, Katumbi se voit détenteur d'une mission : « Avec moi, un autre Congo est possible ».

HUGO IAMUSA

Moïse Katumbi Chapwe a obtenu jeudi, au terme d'un congrès tenu à Lubumbashi, l'autorisation de son parti politique, Ensemble pour la République, pour sa candidature à la présidentielle du 20 décembre 2023. Sur les antennes de France 24, Katumbi avait déjà annoncé sa candidature, ne laissant aucune marge pour son parti. Sans surprise, à la clôture jeudi du congrès d'Ensemble pour la République, le suspense a été totalement levé.

En décembre 2023 - sauf imprévu en cas d'invalidation de sa candidature pour une raison ou une autre - Katumbi sera donc compté

parmi les challengers au Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Investi candidat président de la République, Moïse Katumbi se voit déjà porteur d'une mission salvatrice. «Avec moi, un autre Congo est possible», a-t-il déclaré jeudi à Lubumbashi. Pour y arriver, il pense s'appuyer sur un ambitieux programme «anti-sécurité et anti-pauvreté» pour bâtir, dit-on, un pays plus beau qu'avant. Il est convaincu qu'avec lui aux commandes, la RDC sera un pays «respectable et respecté».

DROIT AU BUT

S'il a obtenu le quitus de son parti pour sa candidature à la présidentielle du 20 décembre



Investiture de Moïse Katumbi comme candidat d'Ensemble pour la République à la présidentielle de 2023.

2023, Katumbi doit cependant composer avec un parti, Ensemble pour la République, qui présente de graves fissures.

Les premières sont apparues au niveau du Gouvernement où des ministres délégués par Ensemble pour la République ne l'ont pas suivi dans son divorce avec l'Union sacrée pour la nation, la majorité au pouvoir. Données pour démissionnaire après le départ de Katumbi de l'USN, tous les ministres Ensemble sont restés en poste. Qui pis est, personne n'a fait le déplacement de Lubumbashi pour assister au congrès.

Mauvais signe.

Au-delà du Gouvernement, des députés nationaux, estampillés Ensemble pour la République, ont préféré lui tourner le dos.

Dans une déclaration faite à Kinshasa, une trentaine de députés nationaux et sénateurs, se réclamant du «courant révolutionnaire progressiste d'ensemble pour le changement», ont réitéré leur attachement à l'Union sacrée de la nation.

Quoi qu'il en soit, Moïse Katumbi ne se laisse pas décourager. «On connaît le joueur et son jeu», a confié à

Econews un membre influent de son parti. Il ne cache pas son optimisme : «L'annonce de la candidature de Katumbi à la prochaine présidentielle a mis le pouvoir dans tous ses états. Ils connaissent sa force. Ils savent qu'avec Katumbi, vaut mieux l'avoir avec soi que contre soi».

Que dit le parti à propos de la fronde qui est apparue au Parlement ? A Lubumbashi, on minimise cette situation. «Cette fronde n'ébranle pas notre détermination. En 2023, nous irons avec ceux qui portent réellement notre idéologie, pas des opportunistes qui ne sont guidés que par leur ventre. C'est une épuration naturelle qui nous permettra de connaître avec qui compter dans les prochaines échéances électorales», renchérit ce cadre d'Ensemble pour la République qui a préféré garder l'anonymat.

Au terme du congrès de Lubumbashi, Katumbi a obtenu la caution morale et politique des militants de son parti, venus de toutes les 26 provinces de la RDC. Son rêve est de ramener la bonne gouvernance au cœur de la gestion de l'Etat pour l'émergence d'un «autre Congo», fort et prospère.

Après le vote favorable du Conseil de sécurité des Nations Unies

Patrick Muyaya sur RFI : «Aujourd'hui, ce que nous attendons, c'est le retrait du M23»

(Suite de la page 3)

qu'il arrive, le Rwanda restera toujours voisin de la République Démocratique du Congo. Aujourd'hui, nous avons répondu à tous les rendez-vous pour la paix : à New York, à Luanda, à Nairobi, à Washington, à Charm el-Cheikh. Partout, nous y allons, il faut que le Rwanda commence par respecter ses engagements, parce que c'est le Rwanda qui est responsable du M23. Nous espérons que, cette fois-ci, ils pourront agir, et agir vite pour éviter d'autres drames.

Donc, vous attendez beaucoup peut-être d'une prochaine réunion du processus de Luanda. On parle d'un sommet à Bujumbura avant la fin de l'année ?

Aujourd'hui, ce que nous attendons, c'est le retrait du M23. Les rencontres, il y en aura sûrement en janvier au niveau des chefs d'Etat. Aujourd'hui, nous attendons de voir le processus de retrait commencer, parce qu'il ne sert à rien de se rencontrer s'il n'y a pas d'évolution concrète sur le terrain.

Donc, d'abord le retrait, et ensuite la rencontre ?

Nous ne conditionnons pas la rencontre des chefs d'Etat par le retrait, sinon nous n'en aurions pas eu. Depuis juillet, nous sommes engagés dans différentes discussions avec le Rwanda, mais il n'y a pas eu de respect de ce qui avait été convenu. Donc aujourd'hui, nous voulons être sûrs que tous les acteurs qui soient impliqués dans la paix, nous voulons qu'ils jouent le rôle qui est le leur dans le cadre des mécanismes qui ont été clairement définis.

Et pas de rencontre entre chefs d'Etat avant le 31 décembre ?

Pas à ma connaissance, non.

Depuis près de deux mois, Monsieur le ministre, un contingent kenyan est arrivé à Goma dans le cadre d'une force est-africaine. Qu'est-ce que vous répondez à vos opposants congolais, comme Martin Fayulu, qui dit que cette force n'a rien à faire à Goma, car le Congo n'est pas un pays de l'Afrique de l'Est, et à l'opposant Moïse Katumbi, qui

dit que les Congolais n'ont pas confiance dans des forces étrangères ?

Bon écoutez, il y a ceux qui font de la politique-politicienne. Il y a nous qui avons la boussole, la gestion quotidienne du pays. Aujourd'hui, les questions sécuritaires sont des questions qui se gèrent avec les autres, s'il faut parler, par exemple, du cas des ADF. Aujourd'hui, si la République Démocratique du Congo a adhéré à la Communauté de l'Afrique de l'Est, c'est parce que la RDC a un rôle central qu'elle doit jouer dans la région, il ne faut pas oublier que notre adhésion à la Communauté de l'Afrique de l'Est a relancé le processus politique. Aujourd'hui, au moment où nous faisons cette interview, les groupes armés de la République Démocratique du Congo, qui étaient à Nairobi sous les auspices du président Kenyatta, se sont engagés pour la paix, et j'ai entendu que vous aviez parlé des candidats - de toute façon, des candidats, on en aura beaucoup - aujourd'hui, la principale question, c'est d'être en mesure de pointer le Rwanda, et je n'ai pas entendu cela de Moïse Katumbi.

Alors, en effet, nous sommes déjà en pré-campagne électorale - la présidentielle est dans un an - et que répondez-vous à l'opposition qui dit qu'on n'arrivera pas à tenir les délais du 20 décembre 2023, car on ne pourra jamais enrôler toute la population congolaise en trois mois ?

D'abord, la Commission électorale nationale indépendante a publié un calendrier en même temps qu'elle a fait part de certaines contraintes. Il y a, évidemment, des contraintes financières pour lesquelles le gouvernement va faire sa part, et nous faisons notre part. Il y a, d'autre part, des contraintes sécuritaires, nous travaillons, y compris diplomatiquement et nous pensons pouvoir y arriver. Et pour ce qui concerne en tout cas le gouvernement, nous tiendrons nos engagements pour que ces élections se tiennent dans les délais, parce que nous avons eu déjà des exemples de glissement. Nous ne pensons pas que le glissement serait une bonne chose, alors que nous, nous voulons consolider notre pro-

cessus électoral. Et c'est cela, aujourd'hui, l'interpellation qui doit être faite à toute la classe politique : d'accompagner le processus d'enrôlement, qui commence déjà ce 24 décembre. Je pense que le président de la République procédera au lancement à partir de la province de l'Équateur. Et cela va aller dans toutes les aires opérationnelles. On dit que ça ne sera pas possible d'enrôler, mais aujourd'hui, Monsieur Bois-bouvier, vous savez qu'il y a des moyens technologiques qui permettent de faire un peu plus vite certaines choses. Nous, nous sommes optimistes, nous ferons notre part pour que ces élections se tiennent dans les délais. C'est ici aussi le lieu de rappeler encore au Rwanda de cesser le soutien au M23, pour nous permettre, contrairement à eux, de faire des élections libres et transparentes avec des compatriotes de ce pays, qui pourront aussi voter.

Des élections «libres et transparentes», contrairement au Rwanda, dites-vous ?

Evidemment.

TIRÉ DE RFI

La RDC passe avec succès la 3^{ème} revue de l'accord conclu avec le FMI au titre de la Facilité élargie de crédit

Le Conseil d'administration du FMI a conclu avec succès, le mercredi 21 décembre 2022 à Washington, la troisième revue de l'accord conclu en juillet 2021 avec la RDC. La décision du Conseil d'administration du FMI permet le décaissement immédiat d'environ 203 millions USD en faveur de la République Démocratique du Congo. A Kinshasa, on s'en félicite, tout en se montrant prudent pour les trois autres revues à venir. « Lentement mais sûrement, nous avançons. Il reste trois revues pourvu que le Seigneur nous prête vie et nous en donne l'opportunité. Imagine que

depuis 1963, nous ne sommes jamais arrivés au bout d'un programme. Nous y étions presque avec celui de 2012 avec le Premier Matata Ponyo. Le manque de transparence dans le secteur minier, via le dossier Comide, a tout remis en cause à la sixième et dernière revue alors que tous les critères quantitatifs et les autres repères structurels étaient respectés », a fait part à Econews un haut cadre de la Banque Centrale du Congo. Voici le condensé de la décision du Conseil d'administration du FMI, rendu par son département de la communication du FMI.

Malgré de multiples chocs, l'activité économique s'est avérée résiliente, soutenue par une production minière plus élevée qu'anticipée. La croissance est prévue à 6,6 % en 2022, mais l'inflation devrait dépasser 12 % d'ici la fin de l'année 2022.

Ce décaissement contribuera à renforcer les réserves internationales, compte tenu des risques à la baisse pesant sur les perspectives de l'économie nationale et mondiale. Le programme appuyé par le FMI continue de soutenir les réformes à moyen terme des autorités pour favoriser la stabilité macroéconomique et le développement durable en accélérant la mobilisation des recettes intérieures, en améliorant la gouvernance et en renforçant la politique monétaire.

Washington, DC : Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu la troisième revue de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC) en faveur de la République Démocratique du Congo (RDC). L'achèvement de la troisième revue a permis un décaissement immédiat équivalent à 152,3 millions de DTS (environ 203 millions de dollars américains) pour répondre aux besoins de la balance des paiements, portant le décaissement total à ce jour à 609,2 millions de DTS (environ 812,4 millions de USD).

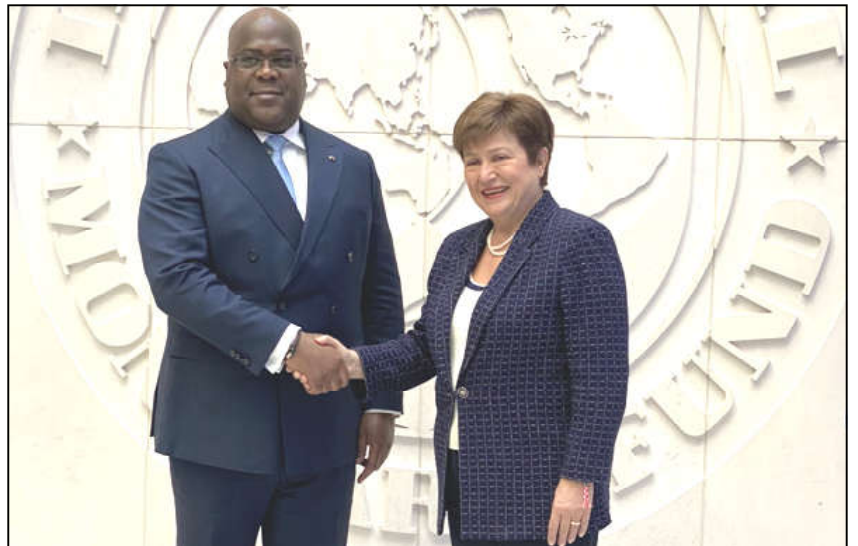
La situation macroéconomique de la RDC fait preuve de résilience malgré les répercussions de la guerre en Ukraine et la détérioration de l'environnement économique mondial. Le PIB réel fait preuve de résilience, avec une croissance prévue à 6,6 % en 2022, soutenue par une production minière plus élevée que prévu. L'inflation devrait dépasser 12 % d'ici fin 2022, en raison de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants, exacerbée par la guerre en Ukraine et les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement. Le compte courant a atteint un excédent au premier semestre de l'année grâce à de fortes exportations, et à fin octobre, les réserves internationales brutes ont atteint environ deux mois d'importations, bien au-dessus de l'objectif fixé

au début de l'accord FEC. Le solde budgétaire intérieur (base caisse) de 2022 est projeté à 1,1 % du PIB, conformément aux engagements du programme, malgré des pressions de dépenses imprévues résultant de l'escalade du conflit dans l'Est, l'augmentation des dépenses des ministères et des institutions publiques et le remboursement d'arriérés aux distributeurs de carburants, financées par une hausse inattendue des recettes fiscales principalement due à des développements miniers favorables.

Les progrès réalisés dans le cadre du programme restent satisfaisants. Tous les critères de réalisation quantitatifs à fin juin 2022 ont été atteints, ainsi que tous les objectifs indicatifs (OI) à l'exception de deux : celui lié aux dépenses de santé en raison de retards dans la passation des marchés ; et celui lié aux garanties de la banque centrale pour les prêts intérieurs en faveur du gouvernement central en raison de lacunes dans le contrôle et malgré le fait qu'aucune nouvelle garantie n'a été émise. Les efforts pour atteindre les dépenses sociales dans le cadre de l'OI nécessiteront un suivi étroit de leur mise en œuvre. Quatre des six repères structurels ont également été respectés, et un cinquième a été atteint avec un léger retard.

DECLARATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À l'issue de la discussion du Conseil d'administration, M. Okamura, directeur général ad-



C'est au terme des échanges avec la directrice générale du FMI que le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a planté le décor de l'accord triennal conclu en juillet 2021

joint et président, a déclaré : « Les performances macroéconomiques en 2022 sont solides, malgré des chocs récurrents. La croissance est robuste et les amortisseurs externes se sont renforcés, malgré la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires. La performance au titre de l'accord de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) reste satisfaisante. Alors que les perspectives de croissance restent favorables en 2023, les risques à la baisse émanent des chocs défavorables sur les termes de l'échange et du conflit à l'Est du pays.

Le déficit budgétaire devrait se réduire en 2023. Une mobilisation soutenue des recettes et une maîtrise des dé-

penses courantes dans les biens, services et subventions devraient laisser de l'espace pour les dépenses sociales, les investissements dans les infrastructures et le capital humain, et l'apurement des arriérés. Economiser la surperformance des recettes soutiendrait les efforts visant à constituer des tampons budgétaires. La suppression progressive des subventions aux carburants et la mise en place de transferts sociaux ciblés sont des mesures importantes pour renforcer les filets de sécurité sociale afin de protéger les personnes vulnérables. Le renforcement de la crédibilité budgétaire devrait aider le budget à servir de point d'an-

crage budgétaire dans le cadre du programme. La refonte du cadre budgétaire pour gérer la richesse en ressources, le renforcement du cadre d'investissement public et l'accélération des réformes de la gestion des finances publiques sont nécessaires pour améliorer l'efficacité et la transparence des dépenses.

La disposition à resserrer la politique monétaire pour ramener l'inflation à l'objectif de 7%, ainsi que les efforts visant à renforcer le cadre de la politique monétaire soutiendront la stabilité des prix. La poursuite de l'accumulation de réserves, tout en renforçant le rôle du taux de change en tant qu'amortisseur, est essentielle à la résilience extérieure. L'adoption de la nouvelle loi bancaire est cruciale pour renforcer la réglementation et la supervision du secteur financier.

Des efforts soutenus pour améliorer la gouvernance, y compris dans le secteur minier, renforcer les cadres de lutte contre la corruption et de LBC/FT, et améliorer l'environnement des affaires soutiendraient le développement et la compétitivité du secteur privé. S'engager dans des réformes spécifiques liées aux défis climatiques est également important pour catalyser des financements pour des investissements verts.

DEPARTEMENT DE LA COMMUNICATION DU FMI



À l'issue des consultations menées à Kinshasa, Mme Mercedes Vera-Martin, cheffe de mission du FMI en RDC (deuxième à partir de la gauche), est allée présenter ses conclusions au Premier ministre Sama Lukonde

La biodiversité en péril : avec la rébellion du M23, les gorilles des Virunga dans la tourmente

Avec la rébellion du M23 dans l'Est de la République Démocratique du Congo, les célèbres gorilles de montagne du Parc national des Virunga sont livrés à eux-mêmes et menacés, l'insécurité empêchant toute surveillance, ont alerté mardi les responsables du parc.

« Actuellement, la zone des gorilles de montagne est occupée par les rebelles et cette situation sécuritaire délicate ne permet pas à nos équipes de s'y déplacer », a déclaré à l'AFP Bienvenu Bwende, porte-parole du Parc national des Virunga.

Les mouvements, des gorilles comme des humains, « ne sont pas contrôlés, ce qui renforce le risque de braconnage, de destruction de l'écosystème » et de propagation de maladies d'origine humaine, a-t-il ajouté.

Si un gorille tombe malade, « il n'aura pas de suivi médical » et, pour les bébés gorilles, « il y a surtout le risque de tomber dans les pièges de braconniers », a expliqué le porte-parole.

Selon lui, un suivi régulier permet de savoir où se trouve chaque famille de gorilles.

« Quand on perd leur

trace durant une seule journée, cela prend une semaine pour les retrouver », déclare-t-il encore. Or, « plusieurs mois de surveillance et de suivi » viennent d'être perdus. « Imaginez maintenant le temps que ça prendra pour les trouver et savoir exactement où ils sont et dans quel état », s'inquiète M. Bwende.

Le parc a publié lundi un état des lieux de l'ensemble du parc, qui couvre 7.800 km² dans la province du Nord-Kivu, à la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda. Il s'étire sur quelque 300 km de long, sa largeur moyenne étant de 23 km.

Les gorilles de montagne, qui sont dans sa partie sud, ont encore pu être comptés en septembre. Ils étaient alors 234, contre 225 l'année dernière à la même période.

Plus vieille réserve naturelle d'Afrique, créée en 1925, le parc national des Virunga



est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1979. Réputé pour sa faune et ses paysages grandioses, il est aussi connu pour servir de base arrière à de nombreux groupes armés depuis plus

d'un quart de siècle.

Le M23, groupe armé majoritairement tutsi vaincu en 2013, a repris les armes en fin d'année dernière et accentué son offensive en octobre, s'emparant de larges

pans d'un territoire au nord de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

Le Rwanda est accusé par Kinshasa, les Etats-Unis et plusieurs pays européens de soutenir le M23.

AVEC LE POINT AFRIQUE

Changement climatique : la Terre se rapproche de points de bascule dangereux et irréversibles

Le changement climatique n'est plus un concept abstrait, mais une menace chiffrée et prévisible. L'année 2022 a été marquée par des vagues de chaleur, des sécheresses, des incendies et des inondations sans précédents. Ces extrêmes climatiques ont touché des millions de personnes à travers le monde et ont coûté des milliards d'euros.

Les inondations dévastatrices au Pakistan ont déplacé près de 8 millions de personnes. Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les populations du Sud, qui sont les moins responsables du changement climatique, sont celles qui en souffrent le plus.

La température moyenne de la planète est déjà supérieure de 1,2 degré à la moyenne préindustrielle.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) tire la sonnette d'alarme : nous sommes sur le point de dépasser les 3°C de réchauffement de la planète d'ici 2030, soit plus du double de la limite de 1,5°C fixée par l'accord de Paris en 2015.

La Terre est sur le point



de franchir plusieurs points de bascule dangereux, aux effets désastreux et souvent irréversibles.

Il est peut-être déjà trop tard pour empêcher l'effondrement de la calotte glaciaire du Groenland, qui entraînerait sur une longue période une énorme élévation du niveau de la mer.

Le permafrost est une autre bombe à retardement, car il contient environ 1 600

milliards de tonnes de carbone plus du double de la quantité présente dans l'atmosphère aujourd'hui. Pour l'instant, ce carbone est enfermé dans le sol, mais si le permafrost fond, il sera libéré dans l'atmosphère et accélérera encore le réchauffement climatique.

Le changement climatique ne détruit pas seulement la nature telle que nous la connaissons, c'est aussi une crise humaine et un facteur clé de

la migration.

L'Institute for Economics and Peace prévoit que d'ici 2050, il y aura plus d'un (1) milliard de réfugiés climatiques.

Une crise silencieuse du monde, car les personnes qui fuient en raison de catastrophes climatiques n'obtiennent pas le statut de réfugié.

Pour éviter les pires effets de la crise climatique, l'homme doit réduire de moitié ses émissions de CO₂

d'ici à 2030.

Il faudrait pour cela un changement radical, à commencer par les dix pays responsables des deux tiers des émissions de dioxyde de carbone.

Les ONG déplorent le décalage entre les actions nécessaires et la réalité du terrain.

En Egypte, la COP27 a accueilli un nombre record de lobbyistes des énergies fossiles et un rapport de révéler que les compagnies pétrolières et gazières prévoient une expansion « effrayante » qui se traduirait par le pompage de 115 milliards de tonnes de CO₂.

« Nous sommes sur une autoroute vers l'enfer climatique avec notre pied toujours sur l'accélérateur », a déploré Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU lors de la COP27.

Pour protester contre les combustibles fossiles, les activistes climatiques ont pris pour cible des œuvres d'art dans les musées. Ils ont été condamnés et qualifiés de « terroristes du climat ».

Jusqu'à présent, ils n'ont pas fait beaucoup de dégâts, mais si l'inaction politique persiste, le mouvement écologiste pourrait recourir à des moyens plus radicaux.

AVEC EUROWEST

Démarrage ce samedi des opérations d'enrôlement et d'identification des électeurs

Siégeant mardi 20 décembre 2022 en matière d'interprétation de la Constitution et après avis du procureur général, la Cour constitutionnelle s'est déclarée compétente d'autoriser la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) d'organiser les opérations d'enrôlement et d'identification des Congolais, y compris ceux résidant dans cinq pays pilotes sélectionnés, en l'occurrence l'Afrique du Sud, la Belgique, la France, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. C'est donc suite au quitus de la Cour constitutionnelle que démarreront, samedi 24 décembre 2022, les opérations d'enrôlement et d'identification des électeurs congolais, conformément au calendrier établi par la Commission Electorale Nationale Indépendante.

VÉRON KONGO

En séjour à Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Equateur, où il s'est rendu, depuis mercredi 21 décembre 2022, pour procéder à l'ouverture de la neuvième conférence des gouverneurs de province, le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a invité la population à se faire enrôler.

Etant le seul congolais qui a comme circonscription électorale l'ensemble du territoire national compte tenu de ses fonctions de président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi a annoncé qu'il remplira son devoir civique en se faisant enrôler à Mbandaka.

En outre, sur décision du gouvernement central, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et l'Office National d'Identifi-

cation de la population (ONIP) travailleront cette fois-ci en mutualisation. Pour ce faire, au cours de ces opérations d'enrôlement et d'identification des électeurs, il sera remis, à part la carte d'électeur, une carte d'identité nationale aux moments et lieux que fixera l'ONIP.

DENIS KADIMA OPTIMISTE

Le début de l'opération de enrôlement des électeurs est prévu ce samedi 24 décembre 2022 dans l'aire opérationnelle 1 qui comprend dix provinces, à savoir Kinshasa, Kongo central, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Mongala, Nord-Ubangi et Sud-Ubangi, Equateur, et Tshuapa.

Cette opération s'étendra progressivement dans d'autres aires opérationnelles et durera un mois dans chaque aire.

Par rapport à la durée,



l'opinion est quelque peu sceptique, d'autant plus que, comparativement aux cycles électoraux antérieurs, l'opération d'enrôlement et d'identification des électeurs avait souvent pris deux ou trois mois.

En réponse à la préoccupation des auditeurs de la radio Top Congo Fm qui a or-

ganisé, jeudi 22 décembre 2022, une émission spéciale en prévision du démarrage des opérations d'enrôlement et d'identification des électeurs, le président de la CENI, Denis Kadima, s'est dit optimiste parce qu'il tient à une transparence à un processus accessible à tous.

Denis Kadima est aussi satisfait de la position de la CENCO et du CIME qui acceptent d'accompagner la centrale électorale en ce qui concerne la sensibilisation de la population. Tout ceci réuni et avec l'apport financier significatif du gouvernement central, il s'attend à cinquante-mille d'enrôlés.

Kinshasa : l'exécutif provincial suspend l'opération d'évacuation forcée des véhicules mal garés

VÉRON K.

Suite aux abus commis par les entreprises d'évacuation d'engins roulants et gestionnaires de différentes fourrières de Kinshasa, le vice-gouverneur de la ville de Kinshasa, Gérard Mulumba Kongolo wa Kongolo, vient d'écrire aux intéressés pour leur annoncer la décision du gouverneur Gentiny Ngobila Mbaka, mettant fin à cette opération dans la ville. «Il est fait un constat amer sur le désordre persistant dans votre secteur d'activités, à savoir l'évacuation des véhicules sur la chaussée et la gestion de vos différentes fourrières. Ceci a poussé le gouverneur de la ville de Kinshasa à vous convier, le 17 décembre 2022, à une séance de travail à l'issue de laquelle il a été remarqué un dérapage dans l'exercice des missions vous confiées», écrit le vice-gouverneur Gérard Mulumba



Kongolo wa Kongolo. Et d'ajouter : «C'est ainsi qu'une décision a été prise par l'autorité, séance tenante, celle de la cessation de toutes vos activités sur toute l'étendue de la ville de Kinshasa. Mais,

fort malheureusement, vous avez outrepassé son autorité prétextant que vous auriez signé des contrats avec le commissariat provincial de la Police nationale congolaise pour la ville de Kinshasa».

Selon le vice-gouverneur, cette décision est sans appel. «Je tiens à vous rappeler que pareille autorisation n'est l'appanage que de l'autorité urbaine seule. Par conséquent, je notifie, par la présente, la cessa-

tion définitive de toutes vos activités ayant trait à l'évacuation remarquable d'engins roulants, mais aussi la fermeture de toutes vos fourrières», a-t-il signifié aux concernés.

La question que se posent plus d'un observateur est celle de savoir si l'opération d'évacuation des véhicules mal garés ne s'effectue-t-elle pas dans le cadre de l'assainissement de la ville de Kinshasa. Car, dès son entrée en fonction, le vice-gouverneur en a fait son cheval de bataille.

A-t-on interrogé le commissariat de police pour la ville de Kinshasa sur les contrats qu'il aurait signés avec les entreprises d'évacuation des engins roulants et les gestionnaires des fourrières ? Si la séance de travail du 17 décembre dernier a été un fiasco, il serait souhaitable de prendre d'autres dispositions pour ne pas laisser la ville de Kinshasa présenter une piètre figure.

Dans un an jour pour jour, les Congolais doivent choisir leur nouveau Président

Les candidats sortent du bois mais des énigmes demeurent et tout le processus électoral continue de poser bien des questions.

J moins 362. Le 20 décembre 2023, les électeurs congolais seront appelés pour le quatrième scrutin présidentiel et législatif de la jeune histoire de la République démocratique du Congo. Un passage par les urnes qui s'apparente à un véritable défi pour la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) dirigée par Denis Kadima, qui entend enregistrer près de 50 millions d'électeurs en trois mois, mobiliser les électeurs de la diaspora congolaise en Belgique, en France, au Canada, aux États-Unis et en Afrique du Sud et organiser les premières élections locales de la RDC, le tout en respectant scrupuleusement les délais impartis par la Constitution congolaise.

Un défi qui laisse dubitatifs nombre d'observateurs pour qui les délais sont intenable et les promesses irréalisables, « d'autant plus que la mobilisation internationale est moindre que pour les dernières élections où la Monusco, notamment, avait été largement déployée », explique un habitué des processus électoraux en Afrique.

Denis Kadima n'en a cure. Il martèle partout où il passe – comme à Bruxelles au palais d'Egmont, le 2 décembre dernier – que le scrutin se tiendra le 20 décembre 2023. Ses équipes enregistreront donc 16 millions d'électeurs par mois dans un pays sans infrastructures et en période des pluies.

« Kinshasa est sous eau depuis plusieurs jours. Les corps des victimes de ces inondations terribles sont encore ramassés tous les jours, comment voulez-vous enregistrer les électeurs dans ces conditions ? Dans le Nord-Kivu, les affrontements se poursuivent, le Kwilu est loin d'être apaisé et la RDC est le pays qui compte le plus de déplacés internes, on parle de près de 5 millions. Dans ce contexte, il est impossible de faire un travail sérieux », explique un ancien agent de la Ceni, qui souligne aussi le temps « nécessaire » pour « l'examen et la correction du fichier électoral. Ce ne sont pas quelques doublons que l'on découvre à chaque exercice, mais des centaines de milliers. Vérifier ce fichier, c'est un travail de bénédictin qui demande du temps. La Ceni prévoit un mois pour le réaliser, c'est risible et

une des portes ouvertes pour la tricherie ».

Denis Kadima expliquait lors de ce passage à Bruxelles que les élections auront lieu « pour la première fois un mercredi qui sera un jour férié, chômé et payé ». Et il a tenu à rassurer une fois de plus que « les élections seront inclusives. Si vous voulez être candidat, venez. Personne ne sera laissé de côté sauf si le candidat est impliqué dans un crime de guerre ». Dans la foulée, le président de la Ceni osait aborder le coût de ce scrutin qui devrait flirter, voire dépasser le milliard de dollars. « Nos élections sont coûteuses. 400 millions de dollars ont déjà été dépensés », expliquait-il avant d'ajouter : « Cela me dérange beaucoup. Je dois demander des crédits supplémentaires ».

À Kinshasa, en présentant son calendrier électoral, le patron de la Ceni avait déjà expliqué qu'il allait « exploser » son budget parce qu'il fallait recourir à de nombreux avions pour dispatcher tout le matériel nécessaire pour ces scrutins.

DES CANDIDATS À LA PELLE

Si le doute subsiste sur l'organisation de ce scrutin, si les critiques demeurent vives sur la proximité des juges de la Cour constitutionnelle (qui doit avaliser le résultat des élections) avec le pouvoir, sur les déséquilibres ethniques, les candidats à la présidentielle commencent à se déclarer.

Félix Tshisekedi est candidat à sa succession. Mal élu en 2018, porté au pouvoir par un accord avec son prédécesseur Joseph Kabila sans se soucier des résultats du scrutin qui n'ont jamais été publiés officiellement, l'homme entend faire taire toutes les critiques en s'imposant en 2023. Avec un scrutin à un tour, le président sortant doit espérer que ses adversaires soient nombreux pour une large dispersion des voix.

En coulisses, il a tout fait pour « bétonner » coûte que coûte ce succès en imposant « ses » juges à la Cour constitutionnelle, « son » favori à la tête de la Ceni, en court-circuitant systématiquement les normes établies. Il s'est aussi acheté la complicité d'une large majorité au Parlement par des salaires et des primes indécentes, sans oublier ces petits cadeaux qui



entretiennent l'amitié et les fidélités, comme ces jeeps distribués à chaque parlementaire.

Paradoxalement, dans un scrutin à un tour organisé à la hussarde, les instabilités dans certaines provinces qui ne sont pas ses réserves de voix pour le président sortant peuvent également le servir. Les discours de haine à l'égard des Rwandais et l'assimilation de tous les présués Tutsis à des Rwandais ont permis au pouvoir de fédérer une part importante de la population dans une dérive éminemment raciste qui a fait oublier – pour un temps au moins – le bilan politico-économique de ce mandat. Un bilan qui flirte avec le zéro.

En face de lui, il retrouvera la plupart de ses anciens alliés de la précampagne de 2018, quand l'opposition congolaise avait réussi, pour quelques heures seulement, à s'entendre sur le nom d'un candidat unique : Martin Fayulu.

Celui-ci, qui se présente comme le « président élu de 2018 », sera de nouveau de la partie. Mais cette fois, il ne pourra bénéficier du soutien des locomotives qui le portaient il y a cinq ans comme Bemba et Katumbi. Il devra aussi affronter son ancien inséparable acolyte de l'ex-Grand Bandundu, Adolphe Muzito.

Toujours à l'ouest, reste l'énigme Bemba. L'ancien chef rebelle a perdu de sa superbe en cherchant à tout prix une alliance et des accessits chez Tshisekedi qui ne lui a finalement rien concédé. Une proximité qui déplaît dans cet ex-Grand Équateur qui n'a rien oublié du temps du Maréchal et qui se sent abandonné depuis un quart de siècle.

Dans l'Est du pays, Antipas Mbusa Nyamwisi s'est déjà lancé dans la course dans le Nord-Kivu, comme l'ancien Premier ministre Matata Ponyo dans le Maniema, même si ce dernier est toujours menacé par des dossiers judiciaires pour sa gestion des fonds publics du Parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo.

QUE D'INTERROGATIONS AU SUD-KIVU

Au Sud-Kivu, les Congolais s'interrogent sur le positionnement à venir de Vital Kamerhe, le colistier de Tshisekedi en 2018, qui aurait dû, selon leur accord de Nairobi, être le candidat de ce tandem l'année prochaine. La justice est passée par là. Condamné à 20 ans, puis 13 ans en appel, avant d'être blanchi, l'homme se serait rangé derrière Tshisekedi et serait chargé de mener sa campagne. Un exercice qu'il connaît parfaitement pour avoir été le chef d'orchestre de celle de Kabila en 2006. Une autre interrogation dans cette province s'appelle Modeste Bahati, le président du Sénat, second personnage de l'État, qui ne peut espérer rempiler à cette fonction. L'homme est ambitieux et sait manœuvrer. Mais la réelle inconnue du Sud-Kivu s'appelle Denis Mukwege. Le Prix Nobel de la paix 2018 n'a jamais annoncé son intention de se lancer en politique mais d'autres, surtout en Europe, y pensent pour lui. Le médecin de Panzi sait que le pari est très risqué même en cas de victoire.

LE CAS KATUMBİ

Depuis le week-end dernier, le principal adversaire de Tshisekedi est entré dans la

dance en claquant poliment la porte de l'Union sacrée. Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Grand Katanga, empêché de participer en 2018, a annoncé qu'il était candidat. Son parti Ensemble pour la République doit l'introduire ce jeudi. L'homme a perdu du temps, de l'énergie et de sa popularité en accompagnant, même mollement, même de loin, la présidence de Tshisekedi. Mais il avait eu la bonne idée d'entrer dans cette majorité avec un cahier des charges qui n'a jamais été respecté. Il peut donc justifier facilement son divorce. Katumbi demeure populaire dans son grand Katanga où, pour l'instant, il n'a aucun adversaire. Il a perdu certains de ses lieutenants dans son aventure gouvernementale mais il se reconstruit et dispose d'un vrai parti présent dans toutes les provinces. L'espace swahilophone lui est largement acquis.

L'ÉNIGME KABILA

Il manque évidemment un acteur de poids : Joseph Kabila et son FCC/PPRD. L'ancien président sait qu'il peut difficilement revenir personnellement sur le devant de la scène sans susciter une levée de boucliers internationale. Il sait aussi que son casting en 2018 lui a coûté très cher. Un congrès de son parti, le FCC, ne cesse d'être reporté.

« Il est en latence », comme l'explique un de ses proches. L'énigmatique « Rais », qui poursuit notamment une thèse universitaire en Afrique du Sud, attendra la dernière heure pour mettre cartes sur table, mais il sera inévitablement un acteur de ce scrutin.

AVEC LA LIBRE AFRIQUE

L'année 2022 vue par la Banque mondiale

Inflation mondiale, perturbations des chaînes d'approvisionnement, pertes d'apprentissage et autres défis d'ampleur planétaire : l'année/ 2022 a été placée sous le signe de l'incertitude et des effets persistants de la pandémie de COVID-19.

L'année/ 2022 a été placée sous le signe de l'incertitude. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles révèle chaque jour davantage les conséquences économiques et sociales du changement climatique. Parallèlement, l'inflation mondiale, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les pertes d'apprentissage et d'autres défis d'ampleur planétaire sont autant de signes des effets persistants de la pandémie de COVID-19.

La reprise économique amorcée en 2022 s'est révélée instable et inégale, tandis que le développement mondial entrainé en crise. Le ralentissement de la croissance a contribué à une régression des progrès dans la lutte mondiale contre la pauvreté et à l'augmentation de la dette mondiale.

Grâce aux efforts mondiaux en faveur de la vaccination, les pays ont pu commencer à sortir de la pandémie et à ramener des millions d'enfants en classe. Pourtant, les effets des pertes d'apprentissage dues à la COVID risquent de perdurer pendant longtemps. L'inflation et l'insécurité alimentaires ont considérablement augmenté tout au long de l'année, exacerbées par les dérèglements du climat et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a alimenté la flambée des prix des denrées, des carburants et des engrais.

Afin de combattre ces crises multiples et contribuer à une reprise plus stable et équitable, la Banque mondiale a travaillé sans relâche avec ses partenaires tout au long de cette année pour transformer les contributions de ses actionnaires et ses capitaux en un soutien accru aux pays et répondre ainsi à leurs besoins les plus importants. Voici un aperçu de son action en 2022.

LA CROISSANCE AURALENTI

La convergence de crises qui a marqué l'année/ 2022 continue de freiner la croissance. L'économie mondiale connaît actuellement sa plus forte décélération après une reprise post-récession depuis 1970. Et la confiance des consommateurs est déjà à un niveau bien inférieur à celui observé dans le passé avant des périodes de récession mondiale. Les trois plus grandes économies du

monde / les États-Unis, la Chine et la zone euro/ ont fortement ralenti. Dans un tel contexte, même un coup modéré porté à l'économie mondiale l'année prochaine pourrait provoquer une récession mondiale.

La réduction de la pauvreté est en perte de vitesse

La pandémie a provoqué la pire régression dans la réduction de la pauvreté depuis des décennies, et la reprise post-COVID s'est révélée très inégale. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté pourrait atteindre 685/ millions à la fin de cette année, faisant ainsi de 2022 la deuxième pire année en vingt ans en matière de réduction de la pauvreté (après 2020).

Au-delà des effets persistants de la pandémie, les hausses de prix de l'alimentation et de l'énergie causées par les chocs climatiques et les conflits (notamment la guerre en Ukraine) ont freiné la reprise. Selon de nouvelles projections, environ 574/ millions de personnes continueront à vivre dans l'extrême pauvreté en 2030, soit près de 7/ % de la population mondiale / un taux bien en deçà de l'objectif mondial de 3/ %.

Une structure de la dette en mutation

En 2022, la crise de la dette à laquelle sont confrontés les pays en développement s'est aggravée. Les niveaux d'endettement cumulés de ces pays ont augmenté au cours de la dernière décennie, sachant qu'environ 60/ % des pays les plus pauvres sont surendettés ou fortement menacés de l'être.

Le fardeau de la dette empêche les pays les plus pauvres de réaliser des investissements essentiels pour leur développement, comme les réformes économiques, de santé, ou en faveur de l'action climatique et de l'éducation. Surtout, la composition de la dette a radicalement changé depuis 2010, les créanciers privés occupant une place de plus en plus importante.

Selon le rapport 2022 sur la dette internationale de la Banque mondiale, fin 2021, les prêteurs privés détenaient 61/ % de la dette publique et garantie par l'État des pays à revenu faible et intermédiaire. Par ailleurs, la dette bilatérale

est marquée par le rôle grandissant de pays qui n'appartiennent pas au Club de Paris (tels que la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et autres prêteurs non traditionnels).

Si elle contribue à diversifier et à répartir les risques, la multiplication des créanciers complique les restructurations de dette. Cette évolution est particulièrement préoccupante alors que la croissance mondiale piétine, faisant craindre une «/ stagflation/», et que les initiatives mondiales telles que le Cadre commun du G20 se sont avérées jusqu'ici insuffisantes.

Une action permanente contre la COVID-19

Face à la pandémie, les pays du monde entier n'ont pas ménagé leurs efforts pour vacciner leurs populations. Le Groupe de la Banque mondiale est la principale source de financement pour la riposte sanitaire mondiale à la COVID-19/ : ses engagements ont dépassé les 14/ milliards de dollars, au profit de plus de 100/ pays (a), dont une trentaine en situation de fragilité, conflit et violence.

Ces fonds aident les pays à acheter et distribuer des vaccins, à augmenter les capacités de stockage et à développer la chaîne du froid, à mettre au point des systèmes de suivi, à former les agents de santé, à mobiliser les citoyens et les communautés pour lutter contre la défiance vis-à-vis de la vaccination, et à renforcer les systèmes de santé.

Des engrais toujours plus difficiles à se procurer et la montée de l'inflation et de l'insécurité alimentaires

L'année/ 2022 a été marquée par une forte hausse de l'insécurité alimentaire dans le monde. La guerre en Ukraine, l'inflation, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et le ralentissement économique mondial sont autant de facteurs qui se sont conjugués pour provoquer de fortes hausses de prix sur de nombreux produits et intrants agricoles (notamment les engrais). Face à cette situation et pour lutter contre l'insécurité alimentaire, le Groupe de la Banque mondiale a mis à disposition une enveloppe de 30/ milliards de dollars sur une période de 15/ mois.

Le Groupe de la Banque mondiale continue de collaborer avec ses partenaires pour bâtir des systèmes capables de nourrir quotidiennement

tous les habitants de la planète, où qu'ils vivent. Il œuvre pour cela à améliorer la sécurité alimentaire, promouvoir une agriculture soucieuse de la nutrition et renforcer la sécurité sanitaire de l'alimentation. La Banque est l'un des principaux bailleurs de fonds pour le développement des systèmes alimentaires. Sur l'exercice/ 2022, les nouveaux financements de la BIRD et de l'IDA alloués à l'agriculture et autres secteurs connexes se sont chiffrés à 9,6/ milliards de dollars. En outre, l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (GAFS), créée sous l'égide conjointe de la présidence allemande du G7 et du Groupe de la Banque mondiale, a lancé en novembre un tableau de bord mondial de la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de se doter d'un outil indispensable pour prendre des mesures rapides contre la crise en cours./

Une montée en puissance des investissements climatiques

Alors que les pays commencent à préparer l'après-pandémie, les effets des dérèglements climatiques se sont aggravés/ : les inondations dramatiques au Pakistan ont fait des centaines de victimes et déplacé des millions d'habitants, les sécheresses en Chine et dans la Corne de l'Afrique ont touché des millions de personnes, et l'Europe a connu des vagues de chaleur caniculaire historiques et sa pire sécheresse depuis 500/ ans.

Le Groupe de la Banque mondiale a intensifié son soutien pour aider les pays à répondre en même temps aux exigences de l'action climatique et du développement, en mobilisant un montant annuel record de 31,7/ milliards de dollars en faveur de financements pour le climat.

Sur ce montant, la Banque mondiale a apporté 26,2/ milliards de dollars, dont près de la moitié (12,9/ milliards de dollars) consacrée à des investissements dans l'adaptation et la résilience.

La Société financière internationale (IFC), la branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, a débloqué un montant record de 4,4/ milliards de dollars en financements climatiques (et levé 3,3/ milliards de dollars supplémentaires auprès d'autres sources). La MIGA, l'institution du Groupe spécialisée dans l'assurance contre les risques politiques et le rehaussement du crédit, a

quant à elle fourni 1,1/ milliard de dollars.

ÉNERGIE

Le choc qui a ébranlé les marchés mondiaux de l'énergie au premier semestre 2022 a été l'un des plus violents depuis des décennies. Les cours se sont envolés, aggravant les pénuries d'énergie comme les problèmes de sécurité énergétique et ralentissant encore les progrès vers l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne d'ici 2030 (Objectif de développement durable n°/ 7).

À l'échelle mondiale, 733/ millions de personnes vivent toujours sans électricité et, au rythme actuel, 670/ millions d'habitants en seront encore privés d'ici 2030, soit 10/ millions de plus que l'estimation établie l'an dernier. Après de récentes avancées, la situation de l'Afrique subsaharienne s'est détériorée/ : le nombre de personnes sans accès à l'électricité ayant grimpé à 568/ millions en 2020.

La vulnérabilité et l'isolement des populations sans électricité ont poussé les pays à mettre davantage l'accent sur l'accès à l'énergie dans leurs plans de relance COVID-19. Au cours des cinq dernières années, la Banque mondiale a intensifié ses efforts pour raccorder ou améliorer le raccordement à l'électricité d'environ 77/ millions de personnes/ ; ses financements annuels pour l'accès à l'énergie ont plus que doublé, pour passer à plus d'un milliard sur les exercices 2019-2022.

Résoudre la crise des apprentissages

Même avant la pandémie de COVID-19, le monde traversait une crise des apprentissages et des compétences. La COVID-19 n'a fait qu'aggraver la situation, la fermeture des établissements scolaires entraînant des pertes pédagogiques massives. On estime que le taux de pauvreté des apprentissages dans les pays à revenu faible et intermédiaire aurait atteint 70/ % en 2022 (a), ce qui signifie que tous les gains réalisés depuis 2000 ont probablement été perdus. Ces pertes vont réduire la productivité et les revenus futurs des jeunes générations actuelles (a), mais elles vont aussi affaiblir les perspectives économiques de leurs pays et accentuer les inégalités et les risques de troubles sociaux.

Ces tendances alarmantes ne sont pas irréversibles, à

(Suite à la page 10)

Guerre en Ukraine : Zelensky accueilli « en héros » à Washington

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a rencontré mercredi 21 décembre son homologue américain à Washington, avant de prononcer un discours devant le Congrès. Joe Biden lui a promis d'aider l'Ukraine «aussi longtemps qu'il le faudra».

Dès le début de l'agression russe, le 24 février, les États-Unis avaient proposé à Zelensky d'organiser sa fuite de Kiev pour lui offrir l'asile outre-Atlantique. Presque dix mois plus tard, le scénario est bien différent : s'érigeant en emblème incontestable de la résistance de son pays, l'ancien humoriste a été accueilli en héros aux États-Unis.

Quittant pour la première fois son pays depuis le début de l'invasion russe, M. Zelensky est arrivé dans la matinée de mercredi à Washington, avant d'être reçu à 14 heures (heure locale) à la Maison-Blanche par Joe et Jill Biden. Les discussions à huis clos entre les deux chefs d'État ont été largement consacrées à l'aide américaine, militaire et humanitaire.

Accueilli par une ovation des membres de la Chambre des représentants et du Sénat, le président ukrainien, vêtu de sa traditionnelle tenue kaki, en anglais et avec la plus grande solennité, a dit : «Contrairement aux prédictions les plus funestes, l'Ukraine n'est pas tombée. L'Ukraine est vivante et combative».

«Votre argent n'est pas de la charité» mais un moyen de défendre «la démocratie et la sécurité dans le monde», a déclaré le président ukrainien mercredi dans son adresse solennelle aux parlementaires américains. Le président Joe Biden a assuré le dirigeant du pays assiégé que les États-Unis soutiendraient l'Ukraine «aussi longtemps qu'il le faudra».

Une assemblée comble,

des applaudissements debout, des acclamations. Le président Zelensky a fait forte impression au Congrès des États-Unis mercredi, pour sa première sortie d'Ukraine en 300 jours de guerre. Venu chercher le soutien financier et militaire des États-Unis pour repousser l'envahisseur russe, il a été le héros du jour à la Maison-Blanche, où le président Biden lui a promis des missiles Patriot, puis au Congrès, devant lequel il a prononcé une adresse solennelle.

A Washington, Volodymyr Zelensky est apparu en sweat-shirt kaki, sans cravate, s'exprimant dans un anglais maladroit et ému. L'opération de communication a été conçue conjointement avec la Maison-Blanche pour remobiliser l'opinion américaine et renforcer les élus qui veulent financer la résistance ukrainienne - les démocrates et une partie de l'opposition. A en juger par l'enthousiasme des élus, l'objectif a été atteint.

«L'UKRAINE NE SE RENDRA JAMAIS»

Mercredi soir devant les députés, les sénateurs et la vice-présidente Kamala Harris, le chef d'État européen a rappelé le courage de la résistance ukrainienne. En dépit d'un rapport de force défavorable en termes d'artillerie, de munitions et de missiles, «nos forces de défenses tiennent bon», «l'Ukraine tient ses lignes et ne se rendra jamais», a-t-il dit.

Le moral de son peuple est solide, même si l'attaquant russe s'en prend aux infras-



Volodymyr Zelensky a été reçu mercredi par Joe Biden, avant son intervention devant le Congrès des États-Unis.

structures vitales : «Nous célébrerons Noël même si nous n'avons pas d'électricité ; la lumière sera dans nos cœurs», a promis Volodymyr Zelensky.

Mais le peuple ukrainien, qui «dépend tellement de vous», a besoin d'être encore aidé. La guerre en Ukraine est à un tournant et «votre soutien est crucial» pour négocier ce tournant et gagner, a-t-il déclaré - assurant, sous un tonnerre d'applaudissements, que les soldats ukrainiens seraient parfaitement capables d'opérer des tanks américains.

Le président Joe Biden lui a promis, quelques heures plus tôt, l'envoi d'armes supplémentaires pour près de 2 milliards de dollars, dont une batterie de missiles Patriot pour la défense anti-aérienne. «ous ne serez jamais seuls», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse commune, car «nous resterons à vos côtés aussi longtemps qu'il le faudra». Joe Biden a toutefois redit ne pas vouloir livrer d'armes de longue portée à Kiev : «Donner à l'Ukraine des

monde vivront nos enfants et nos petits-enfants, et ensuite leurs enfants et leurs petits-enfants», a-t-il prédit. Selon lui, «cette bataille ne peut être gelée ou repoussée» et il serait vain de se croire protégé par un océan. Si l'Ukraine était abandonnée à elle-même, a-t-il signalé, «ce sera juste une question de temps avant qu'ils n'attaquent vos autres alliés». Les pays baltes et une partie de la Pologne appartenaient en effet à l'empire russe, comme l'Ukraine, dont Moscou nie la souveraineté pour cette raison. «Votre argent n'est pas de la charité», car il sert «pour la défense de la démocratie et de la sécurité dans le monde», a aussi déclaré Volodymyr Zelensky.

«CONTRE LA TYRANNIE»

Il a remis un drapeau ukrainien à Nancy Pelosi, le leader de la majorité à la Chambre des représentants, qui lui a, à son tour, offert un drapeau américain ayant flotté au-dessus du Capitole. Cette adresse solennelle «fera partie de votre héritage», a-t-elle dit mercredi soir aux parlementaires, faisant un parallèle avec le discours au Congrès de Winston Churchill, en 1941, pour appeler l'Amérique à se mobiliser «contre la tyrannie».

La démocrate a confié sa fierté, parce que son propre père siégeait ce jour-là. A nouveau, il ne s'agit pas seulement de défendre «les cœurs et les maisons», mais aussi «la liberté et la démocratie dans le monde», a assuré la flamboyante militante de la démocratie, 82 ans, qui cédera dans quelques jours le leadership de son camp à la Chambre.

AVEC LES ECHOS (FRANCE)

«VOTRE ARGENT N'EST PAS DE LA CHARITÉ»

Pour convaincre les hésitants et les isolationnistes, Volodymyr Zelensky en a appelé au président Franklin Delano Roosevelt, qui avait prophétisé la «victoire absolue» du peuple américain grâce à sa droiture spirituelle face à la barbarie nazie. «Ce combat définira dans quel

L'année 2022 vue par la Banque mondiale

(Suite de la page 9)

condition que les pays prennent des mesures rapides et décisives, assorties des ressources adéquates. Pour cela, ils devront se concentrer sur quatre axes d'action prioritaires/ : assurer l'ouverture des établissements scolaires et augmenter le temps d'enseignement/ ; évaluer les acquis scolaires et outiller les enseignants afin d'adapter les programmes pédagogiques au niveau des élèves; rationaliser les programmes scolaires et privilégier les compétences fondamentales/ ; instaurer un engagement politique national en faveur de la relance des apprentissages, ancré dans une éva-

luation rigoureuse des acquis.

Sur une population de 100 enfants dans les pays à revenu faible et intermédiaire, 10 sont privés d'école, 47 étaient privés de cours avant la COVID-19. Ce chiffre a grimpé à 60 depuis la pandémie. Aujourd'hui, seuls 30 enfants ne sont pas en situation de pauvreté des apprentissages

L'IDA, plus mobilisée que jamais au service des plus pauvres

Au sein de la Banque mondiale, l'Association internationale de développement

(IDA) continue d'intensifier son soutien aux 75/ pays les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Elle pourra s'appuyer sur les 93/ milliards de dollars mobilisés pour le 20e/ cycle de reconstitution de ses ressources (IDA-20), qui lui permettront d'aider ces pays à affronter une convergence de crises multiples et à construire un avenir plus vert, résilient et inclusif. Ces crises frappent plus durement les populations les plus pauvres et le programme IDA-20, qui s'étend de 2022 à 2025, aidera les pays à relever ces défis en

priorisant les investissements dans le capital humain (éducation, santé et nutrition, vaccins contre la COVID-19), en renforçant la résilience des systèmes alimentaires, en se préparant aux crises futures, en amplifiant l'action contre le changement climatique, en soutenant les pays en proie à la fragilité et aux conflits et en promouvant une gestion durable de la dette.

L'IDA continue d'incarner avec force le pouvoir de la collaboration et de l'innovation en matière de développement, en se distinguant par sa capacité exceptionnelle à optimiser les

moyens dont elle dispose. Son modèle de levée de fonds sans équivalent combine les contributions des donateurs avec des capitaux empruntés sur les marchés financiers, auxquels s'ajoutent aussi les remboursements sur ses crédits antérieurs et les propres ressources du Groupe de la Banque mondiale. Ainsi, pour le cycle IDA-20, chaque dollar promis par les donateurs a généré près de 4/ dollars de financement pour les pays les plus pauvres, ce qui fait de l'IDA une plateforme solide et fédératrice capable de changer la donne.

BULLETIN BANQUE MONDIALE

Linafoot : pour sa première en terre katangaise, V. Club domine Lubumbashi Sport (3-1)

Pour son premier match en terre katangaise, l'AS V. Club a lancé un signal fort à ses trois prochains adversaires en écrasant, mercredi à Likasi, le FC Lubumbashi Sport (3-1).

NANA K. AVEC ACP

L'AS V. Club de Kinshasa a été dominatrice du FC Lubumbashi Sport de la ville cuprifère (3-1), mercredi au stade Kikula de Likasi, en match de la 9^{ème} journée du 28^{ème} championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Pour leur première sortie hors de la capitale, les Dauphins noirs ont ouvert leur artillerie à la reprise après une première période infertile. Ils ont mené au score à l'ouverture de la marque par Glody Kikwama Mujinga (66^{ème}) monté en cours de jeu, autant que Tady Agiti Etekiama (71^{ème}) qui double la mise.

Après son premier but de la saison, le même Etekiama (89^{ème}) ne s'empêche pas de corser la note à 3-0, pour son doublé personnel.

Aux ultimes instants des cinq minutes additionnelles, Tumba Nyembo a eu l'insigne honneur de réduire le score pour Lubumbashi Sport et pour le résultat final de la partie, à 3-1.

Le club vert et noir de Kinshasa, la seule formation invaincue à ce jour, signe sa 9^{ème} fortune du championnat en 10 sorties et porte sa cote de leader, à 28 points. De son côté, Lubumbashi Sport reste scotché sur ses 8 unités en 8 sorties.

LUPOPO SURCLASSE RANGERS (2-0) À KURARA MPOVA

A Kinshasa, au Centre Kurara Mpova, dans la commune de la N'sele, en match de la 13^{ème} journée, le FC Saint Eloi Lupopo de Lubumbashi a surclassé l'AC Rangers de Kinshasa, par 2-0, sur deux réalisations de Louison Sefu Ngongo (25^{ème}) et de Jean-Marck Makusu Mundele. Désormais, les Lumpas capitalisent 22 points en 9 sorties et se placent en



A Likasi, Lubumbashi Sport n'a pas tenu face à V. Club de Kinshasa

2^{ème} position au classement provisoire de la Linafoot.

L'AC Rangers s'immobilise à 11 points après 10 matches livrés.

L'US TSHINKUNKU S'IMPOSE EN AMICAL DEVANT KAYOLO

L'Union Sportive (US) Tshinkunku de Kananga s'est imposée, mardi sur terrain Ujana dans la commune de Kalamu, devant le FC Kayolo sur la marque de trois buts à un (3-1), en match amical de préparation.

L'US Tshinkunku a signé cette victoire, entre autres,

sur un doublé de Ngandu Ngandu Eraste (15^{ème} et 25^{ème}) et une signature de Sammy Ahoka (77^{ème}). Par contre, Kayolo a réduit la note par le biais de Kayembe Jérémie (40^{ème}).

On rappelle que l'US Tshinkunku est une équipe sociétaire du 28^{ème} championnat de la Linafoot alors que Kayolo, son sparring-partners, évolue au championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (EPFKIN).

L'ENTRAÎNEUR DES CORBEAUX DE KANANGA SATISFAIT

A l'issue de cette ren-

contre amicale, l'entraîneur de l'US Tshinkunku, Séguin Ndombe, s'est dit satisfait de la prestation de ses poulains. «Le jeu pratiqué importe plus que le résultat du jour, dans la mesure où il a pu roder tous les joueurs mis à sa possession dont certains n'ont pas un temps de jeu suffisant. Il y a un groupe de joueurs qui n'a pas eu le temps de jeu nécessaire au championnat. Ce genre de rencontre nous permet de récupérer certains d'entre eux», a-t-il déclaré.

Neuvième au classement provisoire du championnat national de la Vodacom Ligue 1 avec 12 points, en 10 sorties dont 3 victoires, 1 match perdu et 2 nuls, l'équipe du centre de la RDC attend le programme de ses prochaines sorties de la phase aller.

De son côté, le coach du FC Kayolo, Biola, est d'avis que cette rencontre, face à ce sparring-partner, était d'un niveau appréciable pour son club et que cette joute. Ce match était plein d'enseignements qu'il a tirés sur le plan de l'efficacité de ses joueurs.

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :
kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU

Véron KONGO
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Controverse autour des obsèques de Tshala Muana : la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe s'interpose

TIGHANA M.

Initialement prévue pour ce vendredi 23 décembre 2022, l'inhumation de l'artiste-musicienne Tshala Muana, dit «Mamu nationale», décédée il y a quelques jours, à Kinshasa n'auront plus lieu. Pour cause, l'un des frères de la défunte a obtenu de la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe l'autorisation d'annuler les obsèques, initialement prévues les jeudi et vendredi de cette semaine.

Le jeune frère de Tshala Muana récusé M. Claude Mashala qui vivait en union libre avec cette artiste décédée, il l'accuse d'avoir agi «sans l'accord préalable de la famille biologique de la défunte et sans qualité».

Raison pour laquelle, le substitut du procureur général près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe a enjoint le médecin-directeur général de l'Hôpital du Cinquanteaire à Kinshasa de «ne pas autoriser la sortie du corps de la précitée de la morgue de l'institution hospitalière jusqu'à nouvel ordre».

Autrement dit, la «Mamu nationale» ne sera donc pas inhumée 23 décembre au cimetière «Nécropole entre terre et ciel», comme initialement prévu.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
POUVOIR JUDICIAIRE

L.M.K.

PARQUET GENERAL
ESSE LA COUR D'APPEL DE KINSHASA/GOMBE
Substitut de Procureur Général

REQUISITION A MEDECIN

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deuxième jour du mois de décembre ;
Nous, **NSHANGALUME Marie Claire**, Substitut du Procureur Général et Officier du Ministère Public près la Cour d'Appel de Kinshasa/Gombe ;
Nous trouvant à notre office ;
Vu l'instruction judiciaire ouverte sous dossier R1.3784/PG.023/a/2022/MCN ;
Vu les articles 48 à 50 du Code de Procédure Pénale ;
Attendu que l'accomplissement des devoirs ci-dessous prescrits est indispensable à la manifestation de la vérité.

REQUERONS : MONSIEUR LE MEDESIN DIRECTEUR DE L'HOPITAL DU CINQUANTEAIRE, à KINSHASA/KASA-VUBU, aux fins de nous prêter son ministère. nous lui avons donné pour mission :

FAITS ET RETROACTES
Nous sommes saisis par monsieur TSHITENGE MUIDIKAYI, petit frère de **feue TSHALA MUIDIKAYI Elisabeth**, communément appelée **TSHALA MUANA (MAMU NATIONALE)**, que du vivant de cette dernière, elle n'a jamais contracté un quelconque mariage et qu'elle n'a laissé aucun enfant utérin, sauf ceux de ses frères et sœurs dont elle prenait la charge d'entretien et d'éducation.
Cependant, sans l'accord préalable de la famille biologique de la défunte et sans qualité, monsieur Claude MASHALA, qui vivait en union libre avec la précitée, se donne le luxe d'organiser les obsèques au mépris de ladite famille. Cette situation crée des vives tensions au risque de troubler l'ordre public.

DEVOIRS
- Ne pas autoriser la sortie du corps de la morgue de votre institution hospitalière, jusqu'à nouvel ordre ;
- Prompte exécution.

VOUS FAISANT CONNAITRE QUE L'ACCOMPLISSEMENT DE CE DEVOIR EST OBLIGATOIRE (ARTICLE 52 DU CODE DE PROCEDURE PENALE) ; ET LA NON EXECUTION EST SANCTIONNEE PAR L'ARTICLE 150 g DU CODE PENAL LIVRE II).

L'EXPERT requis accepte cette mission et prête serment suivant (°) : Je jure d'accomplir ma mission et de faire rapport en honneur et conscience ».

L'Officier du Ministère Public,
NSHANGALUME NZIGIRE Marie Claire
Substitut de Procureur Général

Cap sur les élections du 20 décembre 2023 : Tshisekedi s'inscrit ce samedi dans la ville de Mbandaka

Pendant deux jours, soit les 22 et 23 décembre 2022, la ville de Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Equateur, a abrité la 9^{ème} édition de la Conférence des gouverneurs de province. Une occasion pour le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de battre le rappel des troupes de ses représentants en provinces. Pour son deuxième mandat présidentiel, Félix Tshisekedi y tient, avec l'appui de son armée de 26 gouverneurs de pro-

vince, totalement acquis à sa cause. Preuve qu'il tient à la tenue des élections dans le délai constitutionnel, soit le 20 décembre 2023, selon la date fixée par la CENI (Commission électorale nationale indépendante), le Président de la République a promis de s'inscrire ce samedi dans la ville de Mbandaka. Une belle manière de communier avec la province de l'Equateur.

ECONEWS

Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a ouvert, jeudi 22 décembre à Mbandaka (province de l'Equateur), la 9^e Session de la Conférence des gouverneurs de province.

Avec pour thème «Renforcer l'autorité de l'Etat pour relancer l'économie des provinces», la 9^e Session est la deuxième du mandat de Félix Tshisekedi et la dernière, avant la tenue des élections prévues l'année prochaine.

Ce vendredi, jour de clôture de la Conférence des gouverneurs, le Président de la République projette une causerie morale avec les forces vives du chef-lieu de la province de l'Equateur, avant de s'inscrire le samedi 24 décembre 2022.

Tirant ce pouvoir de l'article 200 de la Constitution, le Chef de l'Etat s'est appesanti sur le Programme de développement à la base de 145 territoires, insistant sur son engagement sans faille pour la réussite de cette vision. Car son succès va remettre l'arrière-pays sur les rails et ainsi booster la formation de la jeunesse qui

pourrait se retrouver au lieu de chercher à se rendre dans les centres urbains.

Profitant de sa présence à Mbandaka, le Chef de l'Etat a promis de s'inscrire ce samedi 24 décembre dans cette ville, au moment où la CENI lance les opérations d'inscription des électeurs dans 10 provinces de la première aire opérationnelle.

A ce propos, il a invité les gouverneurs à prendre cela au sérieux en renforçant la bonne gouvernance, en vue de mettre en valeur la main d'œuvre. En plus, a martelé le Président de la République, il faut bannir les vieilles méthodes et une gestion qui fait stagner la RDC. Et de conclure : «Vous serez jugés par les résultats».

Juste après cette cérémonie d'ouverture, le Président de la République a entamé une itinérance à travers la ville de Mbandaka par l'inauguration de la direction provinciale de l'INPP, la pose de la première pierre du bâtiment de la CNSSAP, la visite des infrastructures routières en réhabilitation, avant de parcourir la ville, en pleine reconstruction.



Photo souvenir du Chef de l'Etat avec les gouverneurs de province

COMMUNION AVEC LE PEUPLE DE MBANDAKA

Bien avant d'ouvrir jeudi la conférence des gouverneurs de province, le Chef de l'Etat avait tenu mercredi un meeting devant une foule immense réunie à la grande place de Mbandaka.

Introduit par le gouverneur Bobo, le Chef de l'Etat a eu à apprécier, à juste titre, les éloges de son représentant dans cette entité, qui a reconnu que depuis l'accession de la RDC à l'indépen-

dance, la ville de Mbandaka n'a jamais eu l'électricité et des routes. Et que grâce à son hôte ceci est devenu visible, tout en reconnaissant que beaucoup reste à faire.

Prenant la parole, le Président de la République a reconnu que le vrai problème de Mbandaka est l'électricité. Aussi, a-t-il promis de faire venir le directeur général de la SNEL pour qu'une solution soit trouvée.

Profitant de l'occasion, le Chef de l'Etat a salué la condamnation par toute la com-

munauté internationale des actes terroristes de M23 et de leur parrain, le Rwanda.

Il est revenu sur le Programme de développement à la base de 145 territoires qui constitue, selon lui, «une préoccupation» en vue de changer le pays, déjà détruit par ses prédécesseurs.

«Si j'avais tenu à ce que la Conférence des gouverneurs soit organisée à Mbandaka, c'était pour me rendre compte des problèmes qui se posent et chercher des voies et moyens pour les résoudre», a indiqué le Président de la République, annonçant, à cet effet, la construction à Mbandaka d'une «université moderne qui n'aura rien à envier à de grandes universités à travers le monde».

Il est conscient des défis, mais appelle la population à rester positive : «Nous venons de recommencer à zéro. Nous devons tous mettre la main à la pâte. Bannissons la corruption qui est réellement une sorcellerie. Elle est à la base de la situation que nous vivons aujourd'hui (...) Nous sommes invités, tous, sans exception à construire un nouveau pays».

